

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 979<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Mercredi 10 novembre 1965,  
à 15 h 30

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Page

Point 51 de l'ordre du jour:

*Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite) . . . . .* 145

Président: M. Pierre FORTHOMME  
(Belgique).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite) [A/5755, A/6015; A/C.2/L.792, L.793, L.795/Rev.1, L.799/Rev.1, L.800/Rev.1, L.804]

1. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission), présentant le texte révisé des amendements des 26 puissances <sup>1/</sup>, précise que le Secrétariat s'est non seulement efforcé d'y incorporer les dispositions de la dernière version des amendements (A/C.2/L.795/Rev.1) mais également de tenir compte d'autres suggestions. Le document préparé par le Secrétariat laisse de côté les amendements présentés par les cinq puissances (A/C.2/L.800/Rev.1).

2. M. TELL (Jordanie) précise que les amendements révisés tiennent pleinement compte du point de vue des pays en voie de développement qui l'appuient sans réserve. Son groupe accepte d'inclure dans la version définitive des amendements <sup>2/</sup> le texte modifié du troisième amendement figurant dans le document A/C.2/L.800/Rev.1, qui se lirait comme suit:

"Convaincue que les programmes d'assistance des Nations Unies visent à appuyer et à compléter les efforts que les pays en voie de développement déploient sur le plan national pour résoudre les problèmes les plus importants de leur développement économique, notamment dans le domaine du développement industriel".

Il accepte également d'y inclure une partie du sixième amendement contenu dans le document A/C.2/L.800/Rev.1, qui serait ainsi conçu:

"Invite instamment le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à étudier, lors de sa deuxième réunion en 1966, les conditions permettant d'appliquer efficacement

les dispositions de la section III de la résolution 1219 (XII) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1957, et de sa résolution 1240 C (III) du 14 octobre 1958".

La délégation jordanienne espère que le texte des amendements, qui maintient intactes les chances de chaque pays d'être élu au Conseil d'administration, sera adopté à l'unanimité par la Commission.

3. M. RAMACHANDRAN (Inde) s'associe au vœu exprimé par le représentant de la Jordanie et demande aux auteurs de l'amendement A/C.2/L.799/Rev.1 de le retirer. Il est en effet certain que les pays intéressés veilleront à une répartition équitable des sièges.

4. M. ALLANA (Pakistan) dit que sa délégation appuie les amendements proposés. Cependant, une difficulté subsiste car le paragraphe 1 de l'annexe semble porter atteinte à la souveraineté du Conseil économique et social. En réservant un siège à la Yougoslavie au cours des deux premières années, on implique que l'élection de ce pays au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement est acquise d'avance et ne fera pas l'objet d'un vote du Conseil économique et social. La délégation pakistanaise n'a, bien entendu, aucune objection à ce que ce pays fasse partie du Conseil d'administration mais considère que la souveraineté du Conseil économique et social en matière d'attribution des sièges demeure entière.

5. M. BRADLEY (Argentine) dit que sa délégation appuie le projet présenté par le Secrétariat et demande aux auteurs de l'amendement A/C.2/L.799/Rev.1 de le retirer, ce qui permettrait d'accélérer les travaux de la Commission. Abordant la question soulevée par le représentant du Pakistan, M. Bradley estime qu'il faut éviter, dans un document officiel, de dicter ses décisions au Conseil économique et social et suggère que l'annexe soit incorporée dans le rapport de la Commission.

6. M. VIAUD (France) dit que, pour le bon ordre des débats, il est indispensable de préciser l'objet même du vote et ses incidences juridiques. L'annexe accorde un traitement spécial à un pays. Ce fait seul est en soi profondément anormal. Si l'adoption de l'annexe signifie que l'Assemblée générale élit elle-même la Yougoslavie au Conseil d'administration pour deux ans, le Conseil économique et social devrait se contenter d'élire 18 et non 19 pays en voie de développement. En revanche, si l'Assemblée générale n'élit pas la Yougoslavie quelle valeur aura la décision que s'apprête à prendre la Commission? On peut se demander si un Etat membre du Conseil économique et social pourra dans ces conditions ne pas voter pour la Yougoslavie sans que son bulletin de vote soit considéré comme nul. Si le texte des amendements révisés

<sup>1/</sup> Une version provisoire des amendements révisés a été distribuée aux membres de la Commission aux fins de la discussion.

<sup>2/</sup> Distribuée ultérieurement sous la cote A/C.2/L.795/Rev.2.

a pour conséquence de priver les Etats de leur liberté de choix, il convient de le modifier. En conclusion, M. Viaud demande, au nom de sa délégation, que l'annexe soit mise aux voix séparément.

7. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) dit que la difficulté juridique signalée par les représentants de la France et du Pakistan n'a pas échappé à l'attention du Secrétariat. Il est exact que l'adoption du projet d'amendements aurait pour conséquence l'élection de la Yougoslavie au Conseil d'administration pour une durée de deux ans. Toutefois, la manière dont le Conseil économique et social traitera cette question relève de sa seule compétence et le Secrétariat s'est contenté, pour sa part, de tenir compte de l'accord intervenu à ce sujet au sein de la Commission.

8. Le PRESIDENT pense que la Commission ne doit pas s'embarrasser de subtilités juridiques. Certes, il est vrai, comme l'a dit le représentant de la France, qu'une décision qui n'est pas prise à l'unanimité ne peut pas lier les pays à titre individuel. Mais, étant donné que la plupart des membres du Conseil économique et social siègent également à la Deuxième Commission, il serait pour le moins étonnant qu'une décision prise par cette commission soit désavouée par le Conseil. Si l'on faisait de l'annexe aux amendements révisés une partie intégrante du rapport de la Commission, elle conserverait la même valeur et l'on résoudrait une bonne partie des difficultés. On peut en effet penser que les membres de la Deuxième Commission qui sont représentés au Conseil économique et social auraient à cœur de confirmer leur décision. L'avis exprimé resterait donc valable.

9. M. VIAUD (France) estime que la présidence, en se fondant uniquement sur des considérations de fait ou d'opportunité, tend à créer un précédent juridique. Or, l'Assemblée générale étant l'organe souverain par excellence, ses décisions s'imposent aux autres organes et la Commission placerait le Conseil économique et social dans une situation impossible en lui dictant la marche à suivre. En tout état de cause, les gouvernements doivent rester maîtres de leurs décisions au moment où ils les prennent.

10. Si l'Assemblée générale devait approuver la formule proposée pour la répartition des sièges au Conseil d'administration, il faudrait considérer la Yougoslavie comme ayant été élue par l'Assemblée générale. Une telle décision, bien que prise à l'issue d'une procédure anormale, serait juridiquement valable et permettrait d'éviter un conflit entre les organes. Sinon, le Conseil économique et social devrait pouvoir prendre sa décision en toute indépendance.

11. Le PRESIDENT dit que l'on ne peut pas parler à la fois de souveraineté d'un organe et de hiérarchie entre les divers organes. Les membres de la Deuxième Commission votent selon leur conscience et ils feront de même lorsqu'ils se retrouveront au Conseil économique et social. La solution consiste à faire figurer l'annexe dans le rapport de la Commission.

12. M. TARDOS (Hongrie) dit que le quatrième amendement omet de préciser que les membres sortants seront rééligibles, précision qui figurait dans le paragraphe 4 du projet de résolution présenté par le Conseil économique et social (A/C.2/L.792). Le

paragraphe 3 de l'annexe répare cette omission mais semble impliquer que seul le pays occupant le siège attribué par roulement sera rééligible.

13. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) précise que ce sont les membres sortants occupant les 36 premiers sièges qui seront rééligibles, le trente-septième siège étant attribué par roulement.

14. M. PARDO (Malte) relève une omission à l'alinéa a du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution présenté par le Conseil (A/C.2/L.792). Il faudrait ajouter après "programmes ordinaires" les mots "et autres" pour tenir compte des programmes spéciaux. D'autre part, la délégation maltaise voudrait que l'on vote séparément sur chaque paragraphe de ce projet de résolution et, notamment, sur le dernier membre de phrase du paragraphe 1 commençant par les mots "étant entendu que l'on maintiendra les caractéristiques ..." qui semble en contradiction avec le deuxième alinéa du préambule.

15. M. CHAMMAS (Liban) pense que, pour tenir compte des observations du représentant de la Hongrie et des éclaircissements apportés par le Secrétaire de la Commission, il faudrait que le paragraphe 3 de l'annexe aux amendements révisés vienne immédiatement après le paragraphe sur la répartition des sièges et soit modifié en conséquence. M. Chammas comprend les préoccupations exprimées par les représentants de la France et du Pakistan mais fait valoir que la liberté d'action du Conseil économique et social est déjà limitée par la répartition géographique. L'Assemblée générale peut faire au Conseil les recommandations précises qu'elle juge nécessaires. Pour tenir compte des scrupules des uns et des autres, on pourrait modifier le paragraphe 1 de l'annexe en disant par exemple: "Il a été convenu, d'une manière générale, que les 19 sièges attribués aux pays en voie de développement et les 17 sièges attribués aux pays économiquement développés seraient répartis de la façon suivante:".

16. M. TARDOS (Hongrie) pense qu'il serait peut-être plus simple de modifier la première partie du paragraphe 3 de l'annexe en disant: "sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus".

17. M. BLUSZTAJN (Pologne) dit que le point de vue du représentant de la France est conforme à la logique et certainement défendable sur le plan juridique. Cependant, l'expérience montre que les "gentlemen's agreements" ne résistent pas au temps à moins d'être fixés noir sur blanc. La rédaction proposée n'est peut-être pas pleinement satisfaisante et l'on pourrait en concevoir d'autres mais il est certain que la majorité veut que sa volonté soit exprimée clairement et explicitement. C'est pourquoi le mode de répartition des sièges au Conseil d'administration devrait faire partie intégrante du projet de résolution adopté par la Commission.

18. M. CARANICAS (Grèce) pense qu'il n'est pas souhaitable d'appliquer les procédures de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement aux travaux de l'Assemblée générale car on risquerait de se trouver dans une situation inextricable à l'avenir. C'est pourquoi il vaut mieux s'en tenir à un "gentleman's agreement" et faire figurer l'annexe dans le rapport de la Commission. On ne peut

en effet prévoir ce que sera la position des gouvernements d'ici à neuf ans. M. Caranicas propose donc de confier au Rapporteur le soin de rédiger un texte définitif.

19. M. DIAKITE (Mali) pense lui aussi que l'opinion exprimée par le représentant de la France risque de s'avérer la plus exacte. En effet, les dispositions prévues au paragraphe 4 du projet de résolution proposé par le Conseil au sujet de la durée du mandat des membres élus à la première élection seront absolument inapplicables. Si l'on considère le cas des pays africains auxquels sont attribués sept sièges, ils devront céder un nombre déterminé de sièges la première et la deuxième année, soit deux et trois respectivement. Le mandat des deux autres pays durera trois ans et ces pays seront rééligibles. Ce système introduit donc un facteur de discrimination flagrante puisque tous les pays n'auront pas les mêmes chances de siéger un nombre égal d'années au Conseil d'administration. On peut d'ailleurs se demander quel rôle pourront jouer les membres du Conseil qui ne siégeront qu'un an.

20. Le PRESIDENT précise que les dispositions citées par le représentant du Mali résultent d'un accord intervenu entre les pays en voie de développement. En outre, le fait de dire que les membres sortants seront rééligibles ne signifie pas qu'ils seront forcément réélus. Il appartiendra aux différents groupes de se mettre d'accord sur les pays qui les représenteront respectivement.

21. M. DELGADO (Sénégal) demande que, pour éviter toute ambiguïté, le texte des amendements révisés soit distribué dans toutes les langues.

22. M. BELEOKEN (Cameroun) votera pour le texte de ces amendements mais a des objections à formuler à propos de l'annexe. La répartition des 19 sièges affectés aux pays en voie de développement, ainsi que leur roulement, soulève non seulement le cas de la Yougoslavie, dont on a déjà parlé, mais ôte également au groupe africain, qui peut se grossir prochainement de nouveaux pays indépendants, toute possibilité de prétendre à un siège supplémentaire au Conseil d'administration. Aucun critère n'a été défini avec précision pour la répartition des sièges des pays en voie de développement et M. Beleoken estime qu'il serait préférable que ceux-ci se réunissent avant chaque élection pour désigner leurs représentants.

23. Insérer le texte de l'annexe dans le rapport de la Commission au lieu de le joindre à la résolution ne suffirait pas et la délégation camerounaise n'est pas en mesure d'approuver ce texte s'il n'est pas modifié.

24. Le PRESIDENT reconnaît que le texte des amendements révisés n'est pas parfait mais souligne qu'il représente malgré tout une large mesure d'accord. On pourrait évidemment le discuter très longuement, mais le Président tient à attirer l'attention de la Commission sur le fait que son ordre du jour est

chargé et que, en raison de nécessités purement matérielles, il est impossible d'envisager la prolongation ou la reprise de la session de l'Assemblée générale, ce qui fait que tous les points de l'ordre du jour qui n'auront pas pu être examinés devront, quelle que soit leur urgence, être reportés à la session suivante.

25. Pour faciliter la discussion, il fait donc appel aux auteurs de l'amendement qui figure dans le document A/C.2/L.799/Rev.1 pour qu'ils retirent cet amendement et adresse le même appel aux auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.800/Rev.1, sous réserve que les deux textes indiqués au début de la séance par le représentant de la Jordanie soient inclus dans le projet définitif.

26. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) confirme que les auteurs du document A/C.2/L.800/Rev.1 approuvent les légères modifications apportées au troisième et au sixième de leurs amendements par le représentant de la Jordanie et n'insistent pas sur l'adoption des autres amendements. Ils se réservent bien entendu le droit d'en proposer l'insertion dans un projet de résolution ultérieur concernant une autre question de l'ordre du jour.

27. M. BRADLEY (Argentine) suggère, pour dissiper les difficultés que soulève la répartition des 19 sièges alloués aux pays en voie de développement et à la Yougoslavie, de modifier l'alinéa a du paragraphe 1 de l'annexe de manière qu'il indique simplement que les 19 sièges alloués aux pays en voie de développement de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine et à la Yougoslavie seraient répartis de la manière suivante: sept pour l'Afrique, six pour l'Asie et six pour l'Amérique latine. On insérerait ensuite dans le rapport de la Commission un passage précisant cette répartition pour les deux premières années et on laisserait aux pays en voie de développement le soin de décider eux-mêmes de la répartition pour la troisième année.

28. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) regrette d'informer les membres de la Commission qu'il va falloir lever la séance en raison des mesures prises en prévision d'une éventuelle coupure de courant. Il suggère que les auteurs des divers amendements révisés se consultent à nouveau pour présenter le plus tôt possible au Secrétariat un texte définitif.

29. Le PRESIDENT reprend la suggestion que vient de formuler le Secrétaire de la Commission et demande qu'un groupe de rédaction où seront représentées les trois tendances principales se réunisse le lendemain matin.

30. Il propose également à la Commission de prononcer la clôture du débat sur le point 51 de l'ordre du jour.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 16 h 55.

